



ACCORD DE BRUXELLES : UN PAS DÉCISIF VERS LE SAUVETAGE DE LA ZONE EURO

Depuis le début de la crise économique en 2008, Nicolas Sarkozy a toujours été en première ligne pour organiser une réponse coordonnée et proportionnée à l'ampleur de la crise.

*Face à la crise des dettes souveraines, le Chef de l'Etat a poursuivi son engagement en mobilisant l'ensemble des acteurs européens, pour renforcer la solidarité entre les Etats, aider les pays en difficulté et garantir la stabilité de l'économie européenne. **L'accord de Bruxelles obtenu 27 octobre est un accord historique, à la hauteur de la crise que nous traversons.** Il est l'aboutissement de la détermination de l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel en tête, à sauver la Grèce, la zone euro et notre système économique et financier.*

*Par son implication totale pour obtenir cet accord crucial avec tous nos partenaires, **Nicolas Sarkozy a prouvé une nouvelle fois que seul le courage pouvait faire la différence pour protéger tous les Européens.** Cet accord vise en effet uniquement à protéger l'épargne de chaque Européen, menacée par la fragilisation du système financier, et éviter une récession qui détruirait des milliers d'emplois.*

Ensemble, afin d'apporter un accord à la hauteur des attentes des citoyens et des défis futurs de l'Europe, les partenaires de la zone euro ont fait preuve de crédibilité, d'ambition et de responsabilité, avec une vision claire pour l'avenir.

1/ Crédibilité : en apportant une solution durable à la crise grecque, qui permet d'écartier la menace d'un défaut de paiement de la Grèce.

➤ **Les banques ont accepté la proposition des dirigeants européens de renoncer à 50% de la dette grecque qu'elles détiennent, soit un effort de 100Mds€.**

⇒ Aujourd'hui, la dette grecque, c'est 350Mds d'euros soit 165% de son PIB. Grâce à cet effort du secteur privé, le montant de la dette grecque baissera à 120% de son PIB en 2020. C'est considérable : cela va permettre à la Grèce d'échapper à la faillite et de remettre son économie sur une trajectoire financière soutenable sur le long terme, tout en excluant la perspective d'un défaut de paiement.

⇒ En contrepartie, pour arriver à cet accord, les Etats mobilisent 30Mds€ de fonds publics pour financer des garanties pour le secteur privé en cas de non remboursement des banques.

➤ **A l'issue de cet accord, c'est une nouvelle aide à la Grèce de plus de 200 milliards qui est mobilisée : 100 Mds d'aides de la zone euro conformément aux annonces du sommet 21 juillet dernier + 100Mds des banques + 30Mds de fonds publics de garantie.**

C'est un plan qui ne demandera donc aucun nouvel effort au contribuable et qui se fera en échange de fortes contreparties : la surveillance du bon déroulement des réformes grecques sera renforcée et des efforts seront demandés.

2/ Ambition : en renforçant le Fonds européen de stabilité financière (FESF) qui permet d'écartier un risque de contagion de la crise grecque à l'ensemble des Etats les plus fragiles de la zone euro.

- **Les ressources disponibles du FESF vont être multipliées par 4, sans que les Etats européens ne dépendent plus !** Les 250 Mds€ dont dispose aujourd'hui le FESF vont servir de garantie à la contribution des investisseurs privés au Fonds de secours. Cet effet de levier doit permettre de mobiliser environ 1000 Mds € pour aider les pays en difficulté, sans que les contribuables européens n'aient un euro à sortir de leur poche. L'Europe vient ainsi de dresser un rempart protecteur entre la zone Euro et les spéculateurs !
- **Des discussions seront menées par les institutions européennes et le FESF afin de coopérer avec le FMI pour attirer de nouveaux financements.** Ces nouveaux financements, nous devons assumer de les chercher là où ils se trouvent : en Chine, au Brésil, en Inde ou en l'Afrique du Sud. **Ces pays sont aujourd'hui les seuls capables de mobiliser des fonds importants** et ont montré leur disponibilité à accompagner notre effort à travers le FMI. Cette participation sera l'objet des discussions du G20 de Cannes. Rappelons que l'Europe est le premier partenaire économique de la Chine, nos destins économiques sont déjà étroitement liés, ils ne font que se renforcer sans perte de souveraineté.

3/ Responsabilité : en consolidant notre système financier.

- **Pour faire face aux incertitudes actuelles, les banques européennes vont devoir renforcer leurs fonds propres à hauteur de 9%.** Ainsi, les banques européennes seront plus fortes et pourront continuer à financer l'économie. C'est une vraie garantie pour les épargnants et les investissements des entreprises : les banques ne s'effondreront pas et continueront à soutenir l'économie réelle.
- **En France, aucune des 3 banques qui doivent se recapitaliser pour porter leurs fonds propres à 9% n'aura besoin de faire appel à de l'argent public.** La Société Générale, la BNP et le groupe BPCE (Banques populaires et Caisses d'Epargne) ont bien précisé qu'elles n'avaient pas besoin de faire appel à l'Etat pour trouver les 8,8 mds € nécessaires à leur recapitalisation.

4/ Vision pour l'avenir : en mettant en place un gouvernement économique de la zone euro, comme Nicolas Sarkozy l'avait proposé le 16 août dernier avec Angela Merkel, qui permettra aux États de la zone euro de converger et d'être plus coordonnée, unie et efficace face aux crises.

- **Le sommet de la zone euro se réunira au moins deux fois par an :** c'est une très ancienne demande de la France qui débouchera sur une gouvernance économique commune.
- **L'ensemble des Etats de la zone euro devra adopter d'ici la fin 2012 une règle d'or, de préférence au niveau constitutionnel.**

Le leadership de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel a permis aux partenaires européens de conclure un accord courageux et durable. La zone euro en ressort grandie, avec des perspectives d'avenir claires et nouvelles. Grâce à son rôle décisif dans le sauvetage de la zone euro, Nicolas Sarkozy a su une nouvelle fois protéger la France et les Français.